

La politique économique du point de vue des femmes.

Il est urgent d'en débattre, même au PS

Mascha Madörin, économiste

Seules les paroles prononcées font foi.

1. Ces dix dernières années ont connu une évolution nouvelle et importante dans les théories économiques féministes et en matière d'égalité hommes-femmes :

La naissance du magazine «Feminist Economics », axé sur la recherche et les discussions au sein de réseaux féministes internationaux. Comme c'est souvent le cas, ce sont les réseaux nord-sud qui fonctionnent le mieux pour l'instant ; l'étude menée aux USA sur les genres.

La conférence des femmes de l'ONU et ses suites ; l'égalité hommes-femmes dans le plan d'action de la Suisse (1999) ; le programme des exigences de la marche mondiale des femmes (2000) et la grève mondiale des femmes. Il y a des avis divergents et il faut en discuter.

La nouvelle planification «*gender-mainstreaming*» de la politique économique des USA, au sein de l'ONU et aussi de l'OCDE.

Il est prévu de mettre en œuvre un système d'analyse des budgets spécifique aux genres (y compris des budgets publics – «*gender responsive budgeting*») dans tous les pays de l'Union européenne d'ici à l'année 2015. Le PS suisse est-il au courant de ceci ?

2. Une chose est de transposer l'égalité hommes-femmes et la politique anti-discriminatoire au plan de la politique économique, autre chose est de pouvoir développer des perspectives de ruptures et de nouveaux concepts dans l'économie et la société, s'agissant des équilibres hommes-femmes. Il paraît assez évident - en tout cas il y a suffisamment de motifs économiques pour le croire - que nous nous trouvons au seuil d'une crise de l'économie traditionnelle « sécurité-santé-social » (« *care economy* »), si nous ne sommes pas déjà en plein dedans.

D'une part la politique au quotidien a une tendance naturelle au pragmatisme («*Realpolitik*») ; mais d'autre part, il est possible de pratiquer une politique plus globale (Pratiquer une «*Hegemonialpolitik*» signifie ne pas se limiter à analyser et à

donner une étiquette aux nouvelles questions et aux nouvelles ruptures de société, mais bien développer des débats publics afin de trouver les directions qui permettront de sortir de la crise.). L'analyse de ces ruptures sociales est le passage obligé de tout débat sur l'avenir, donc en fin de compte sur la justice et la liberté. La «révolution tranquille en matière d'équilibre entre hommes et femmes» et la loi du silence qui règne en cette matière ne facilitent pas les choses.

Voici les éléments qui indiquent que la «*care economy* » est en crise, aussi sous l'angle sociopolitique, et que ce phénomène est aussi l'expression d'une crise (modifiée) dans les relations entre hommes et femmes :

La croissance des écarts entre les hommes et les femmes dans les perspectives de vie et quant à leur profession («*gender gap*»);

Le problème économique que constitue l'harmonisation de la famille et de la profession et la surcharge économique et psychosociale que la prétendue «politique familiale» fait subir aux familles ;

Le débat lamentable sur le contrat entre les générations et la sécurité sociale ; le régime de la sécurité sociale en tant que facteur économique ;

La croissance de l'écart entre la productivité et l'«explosion des coûts» dans la santé et dans d'autres secteurs économiques importants.

3. Propositions sur le mode de procéder dans le débat du PS sur la politique économique

Partir des exigences déjà formulées (par les réseaux féministes nationaux et internationaux et aussi par les Femmes socialistes suisses et les femmes syndicalistes : il y a déjà un matériel conséquent.) ; établir des listes de tous les «mots-clés» économiques du programme de politique économique 1994-2005. Identifier toutes les lacunes. C'est un travail de base indispensable qu'il faut faire (en le rémunérant).

Relever (au moyen d'auditions ?) tous les débats et controverses actuellement en cours au plan national (le cas échéant) et international. Il s'agira de les discuter au sein du parti.

Organiser plusieurs journées d'étude (de deux à quatre en tout cas) qui aborderont les thèmes suivants sous un angle féministe (les genres et l'égalité hommes-femmes) :

- o santé, explosion des coûts, soins et prévention ;
- o comparaisons des régimes de sécurité sociale en Europe, situées dans le contexte actuel de globalisation économique et effets économiques propres de ces systèmes ; point fort éventuel : la prévoyance vieillesse ;
- o scénarios permettant de soulager les femmes des travaux non rémunérés avec les conséquences culturelles, sociales et de politique économique que cela implique ;
- o le patriotisme de la place financière Suisse.

Il est possible que des cours d'introduction portant sur l'économie d'un point de vue féministe doivent être mis sur pied à l'intention des membres de la base et des cadres du parti. Il est urgent de mettre à jour les connaissances en la matière.

Mise en place de laboratoires d'idées. Nous avons vraiment besoin de nombreux débats.

© fin février 2005 Mascha Madörin

Questions qu'il s'agit d'aborder d'un point de vue féministe à propos des théories de politique économique

Annexe au discours de Mascha Madörin

Les divers aspects de la critique économique d'un point de vue féministe

1. Les théories économiques négligent des facteurs importants qui influencent pourtant la dynamique économique. C'est le cas en particulier des rapports hommes – femmes. Les théories économiques du moment n'ont toutes qu'une approche partielle et elles débouchent sur des conclusions erronées d'un point de vue politico-économique. Ces théories économiques incomplètes ne sont donc d'aucune aide (quelles qu'en soient les orientations politiques) pour comprendre les phénomènes de rupture économique et il s'avère dès lors impossible de développer des programmes adéquats de politique économique permettant de donner des réponses aux changements importants qui se produisent aujourd'hui dans les rapports au sein de la société, ni de répondre au glissement en cours du travail rémunéré vers le travail non rémunéré.

2. Il faut introduire le pluralisme des idées dans les débats sur les théories économiques car la tendance générale en cette matière repose sur une pensée de tradition néoclassique, qui est le fait d'hommes, d'hommes ayant une situation personnelle privilégiée, et, comme toujours, essentiellement d'hommes des pays occidentaux industrialisés, des grands groupes économiques et de leurs élites intellectuelles, le tout fortement influencé par les universités et leurs cohortes d'aspirants à faire partie de l'élite.

3. Les critères actuels de politique économique et les objectifs qui en découlent font abstraction des droits humains et des droits des femmes.

On voit qu'en ce qui concerne la politique économique, il y aurait énormément à faire en matière de recherche et de théorisation. Aujourd'hui, sauf pour de rares exceptions louables, les analyses effectuées sur la question des genres dans le contexte des recherches théoriques d'économie en restent au stade de la méthode « *Add women and stir.* » (traduction libre : « Prends en charge des femmes, mais garde le volant. », sans compter les autres partis pris limitatifs et contestables qui se cachent dans les théories économiques néoclassiques. La meilleure illustration de l'esprit du temps en matière de théories économiques réside peut-être dans le fait que même les réflexions issues des débats qui se déroulent dans les milieux devenus récemment critiques à l'égard de la globalisation passent largement à côté de la problématique des rapports entre les genres. Comme toujours, même dans ces nouvelles mouvances, comme aussi dans les tendances dominantes des débats en cours au

plan de l'Union européenne ou au plan national, la force des définitions dans les sujets d'actualité traitant de politique sociale ou économique est un bastion masculin. Ce qui ne signifie nullement que tout serait encore comme il y a dix ans !

D'un point de vue microéconomique du moins, quelques théories traitant de la recherche en matière d'économie féministe ont permis de progresser : c'est le cas dans les domaines des analyses du marché de l'emploi, des régimes de sécurité sociale, de la pauvreté et du travail non rémunéré. Mais c'est très peu, alors que les besoins sont immenses et les moyens financiers pour ce type d'études, toujours aussi limités.

S'ajoute à tout ceci - et c'est là mon argument principal - le fait qu'il nous manque aujourd'hui encore la compréhension véritablement scientifique et économique des dynamiques macroéconomiques, nationales et internationales, qui se déploient en matière de rapports entre les genres, de travail non rémunéré, de bien-être au sens de sécurité sociale et de minimum d'existence, à côtés des aspects plus traditionnels et habituels de la pensée économique (mondiale).

Point de départ : l'asymétrie socioéconomique spécifique aux genres

1. Le point de départ de la politique économique d'un État doit être la reconnaissance de base qu'il existe actuellement des asymétries socioéconomiques énormes entre les femmes et les hommes et que le statut aussi bien social qu'économique des femmes doit être amélioré.
2. Toute politique économique féministe doit partir du constat que les femmes sont surchargées de travail. Or, on peut constater qu'en règle générale les projets de soutien au développement professionnel des femmes partent du principe que celles-ci ont du temps libre.
3. La politique d'égalité hommes-femmes doit devenir un critère autonome de la politique économique, tout comme l'emploi ou le développement durable. Les mesures de politique économique (tout comme la politique budgétaire de l'État), doivent être évaluées à l'aune de leurs effets sur les femmes et sur les hommes (sur le niveau de vie, sur le travail rémunéré et non rémunéré, sur la «*care economy*», sur les rapports de force).

Il faut de nouvelles théories de macroéconomie et de sécurité sociale...

4. À ce jour, la théorie économique et en particulier la théorie de l'État social balance sans cesse entre deux pôles qui sont deux visions de l'être humain considéré tantôt comme un pur et simple instrument économique, comme main d'œuvre ou facteur de production, tantôt comme finalité même de l'économie et de la politique économique de l'État. Les théories dominantes ignorent le fait que nous vivons aussi lorsque nous exerçons une activité professionnelle et pas seulement lorsque nous consommons ou lorsque nous exerçons des loisirs. À cela s'ajoute le fait qu'il existe toujours plus et partout - en Europe aussi -, parallèlement à la main d'œuvre des statistiques officielles, une autre main d'œuvre non salariée et aussi une main d'œuvre active dans des secteurs informels de l'économie, toutes deux contribuant d'ailleurs fortement par leur travail au bien-être et au niveau de vie de leur pays ou de leur région.
5. La théorie économique répandue actuellement pose comme principe erroné que seul l'« économie (officielle) » produit de la richesse, alors que les ménages et

l'État ne feraient que « consommer ». C'est faux. Il faut prendre en compte comme véritable lieux de production, avec leur propre logique de travail et de capital, les ménages et d'autres structures qui produisent un travail non rémunéré.

6. La théorie économique répandue actuellement ne concerne en fait qu'une partie de l'économie et ne présente qu'un seul point de vue : qu'il s'agisse de l'État, de la société, de la main d'œuvre ou des investissements, tout est perçu par la loupe des entreprises privées et au mieux, sous l'angle des seuls salarié-e-s. À titre d'exemple, la notion même de travail de « reproduction » du jargon socio-économique, terme qui a désormais supplanté celui plus traditionnel de « tenue du ménage courant », en tout cas dans les discours officiels et dans les universités, illustre bien la référence au monde de l'entreprise. Or, ce vocable est-il vraiment justifié d'un point de vue d'une économie de bien-être général ?
7. Les théories d'économie nationale se réfèrent à l'économie des hommes (mâles), de l'État, des entreprises, aux infrastructures matérielles, aux capacités concurrentielles des pays et des entreprises et au marché mondial. C'est à partir de ces seules perspectives qu'on échafaude le compte d'ensemble de l'économie nationale et qu'on calcule le PIB (Ce que Keynes lui-même avait d'ailleurs déjà commenté comme étant problématique.), soit les données aujourd'hui fondamentales pour toute décision de politique économique, qu'il s'agisse du plan micro ou macroéconomique. Il est donc nécessaire de développer une théorie économique qui englobe l'ensemble de la société et qui prenne aussi en compte le bien être de la population dans un pays, et il s'agit encore de déterminer les critères de mesure à retenir. En d'autres termes et contrairement aux contenus présentés à ce jour par les ouvrages d'économie nationale, il faut une théorie économique qui prennent en compte à la fois le travail rémunéré et non rémunéré et qui englobe aussi l'aspect économique de tous les domaines de la vie. Même si on entend souvent ce type de propos, en pratique, on ne le fait jamais. On occulte toujours l'aspect économique des différents domaines de la vie qui n'appartiennent pas aux secteurs de l'économie formalisée et, s'il arrive tout de même qu'on les prenne parfois en compte, on les considère comme des mondes étrangers, comme relevant du domaine social et le seul aspect qu'on en retient est celui de facteurs de coûts ou de redistribution.

Il faut de nouvelles théories microéconomiques.

8. Plusieurs secteurs économiques nécessitent aujourd'hui l'élaboration de nouvelles théories (liées au contexte) sur les processus de décision, le capital et la production. Il faut des théories de la décision fondées sur la situation de la dépendance sans fin des êtres humains entre eux et sur leur responsabilité vis-à-vis des autres et qui s'attachent à définir d'autres critères de temps et d'autres images des être humains que celles que propose unilatéralement le concept d'« homo œconomicus ».
9. Quant aux théories du marché, elles sont fondées sur le rapport sujet-objet et sur la logique de la stimulation, qui est incompatible avec la dépendance illimitée dans le temps et la responsabilité des êtres humains les uns envers les autres et elle partent d'un archétype idéal de socialisation qui est paradoxalement tout à fait antisocial puisque lié à l'exercice de la concurrence permanente et du machisme. Il s'agit donc de développer de nouveaux modèles de pensées sur l'allocation des ressources qui intègrent les secteurs des prestations de services

individuelles (sujet-sujet-relation). Par exemple, il est très problématique de mener des réflexions sur le domaine de la santé à partir des théories du marché.

10. Une théorie économique qui entend satisfaire aux critères d'une politique de l'égalité hommes – femmes doit intégrer les rapports entre les genres et la répartition du pouvoir entre hommes et femmes, pas seulement dans les secteurs économiques formels, mais aussi dans les ménages et dans les secteurs du travail bénévole. Toute politique économique doit viser à diminuer les écarts de l'exercice du pouvoir dans tous les secteurs de l'activité économique. Ce principe s'applique en priorité aux mesures de politique sociale et de lutte contre la pauvreté. Les rubriques retenues pour les statistiques, comme celle des «*working poors*» ou celle du «revenu des ménages», cachent les inégalités entre hommes et femmes et excluent de leur analyse le travail non rémunéré des femmes dans leur ménage. Les débats actuels sur la politique de lutte contre la pauvreté ne considèrent le minimum d'existence que sous l'angle purement financier du *revenu* minimum d'existence, alors que le travail de ménage non rémunéré revêt pourtant un poids important dans les ménages eux-mêmes, comme aussi le temps que les membres du ménage peuvent consacrer à ces travaux.

La « *care economy* » (économie de sécurité sociale et de prévoyance), la sécurité (au sens de bien-être) sociale, l'accumulation et le progrès technique

11. Quiconque entend s'occuper de politique économique et de politique de sécurité sociale sous l'angle de l'ensemble de la société ne peut se passer de la catégorie «*care economy* rémunérée et non rémunérée» (c.-à-d. soins et accompagnement des êtres humains, faire attention à soi-même de manière à pouvoir veiller au bien être d'autres personnes). C'est par exemple le cas des prestations rémunérées et non rémunérées du système de santé, de partie du système d'instruction, des psychothérapies, du travail social, du système d'approvisionnement en produits alimentaires, du travail rémunéré et non rémunéré dans le ménage, de l'entraide de voisinage, etc. Il faut donc élaborer une théorie spécifique à la «*care economy*», à l'image de ce que l'on a développé maintenant pour l'économie de l'environnement.
12. La crise de la société du travail résulte surtout des écarts croissants en matière de productivité du travail. Plus les gains de productivité sont importants dans les secteurs standardisés, industriels ou propices aux fusions d'entreprises, plus les autres secteurs économiques où l'on ne peut rationaliser à loisir deviennent comparativement plus chers, entraînant alors un accroissement des écarts de revenus. Ceci vaut surtout pour les prestations de service individuelles et les activités appartenant à la «*care economy*», mais aussi, par exemple, pour l'agriculture, etc.
13. La «*care economy*» rémunérée et non rémunérée s'enfonce toujours d'avantage dans la crise pour plusieurs raisons (croissance de l'écart entre la productivité du travail, ruptures du contrat entre les générations, croissance dans les activités professionnelles des femmes, diminution des ressources économiques propres des ménages, décalages entre les secteurs économiques selon que les prestations y sont ou non rémunérées). Un des plus grands défis du moment est bien de procéder à l'analyse de ce que l'on nomme l'explosion des coûts dans la santé précisément sous cet angle. Le débat sur l'assurance des coûts des soins servira de véritable révélateur quant à la question de savoir si la gauche et les Verts se-

ront en mesure de faire passer une politique plus juste du système de santé, orienté vers l'avenir et vers une politique d'égalité hommes-femmes en partant du principe que tout le monde aura besoin d'aide au moins une fois dans sa vie, qu'il soit vieux ou non. Il s'agit aussi de développer enfin une politique de la famille qui soit autre chose que la reprise implicite de la politique de la famille des années cinquante du siècle dernier, ce qui conduit inévitablement à une débâcle au plan politique et social.

14. Il manque encore à ce jour une analyse critique qui prendrait en compte les effets que déploient sur la problématique de la «*care economy*» les éléments suivants : le poids économique croissant du secteur financier et l'accumulation de groupes économiques transnationaux qu'il implique en lien avec la globalisation, de même que la politique économique et sociale néolibérale. Les crises et les changements dans la «*care economy*» frappent les femmes de manière bien différente que les hommes.

L'économie et les droits humains

15. Quand elles font leurs calculs d'optimisation et d'efficacité, les théories économiques ne tiennent jamais compte jusqu'ici du fait qu'il peut se produire des catastrophes irréversibles : famines générales, dommages irréversibles à la santé, absences de perspectives pour la jeunesse ou dégâts frappant l'ensemble de la société. Il faut reconnaître formellement qu'il existe un seuil minimum de conditions économiques et sociales (les besoins de base) en dessous duquel il n'est pas admissible de descendre, pour personne, même au prix d'un objectif aussi «élevé» que celui de la croissance économique ou de l'évolution de la société. Ceci est particulièrement important pour les femmes, car au-delà des cultures et des nations, ce sont elles qui assurent le rôle économique du «dernier secours» pour leurs semblables dans le besoin. L'État social revêt donc une importance économique tout autre pour les femmes que pour les hommes. Pour tout ce qui a trait à la satisfaction des besoins de base en matière de santé, les rapports hommes-femmes sont extrêmement asymétriques et organisés de manière très hiérarchique.
16. Il s'agit de traiter la production des conditions matérielles permettant de satisfaire les besoins de base comme une question économique bien spécifique, comme un préalable à la liberté des êtres humains.
17. Il faut aussi une économie autonome des droits humains. La théorie économique dominante part à tort du principe que les droits humains existent concrètement (au plan politique, social et économique) pour tout le monde une fois pour toute et qu'il n'est pas nécessaire de reproduire régulièrement les conditions économiques de base qui y donnent accès.

Notre avenir se profile et se négocie en termes de facteurs financiers.

18. Il existe une théorie sur la différence entre hommes et femmes qui se raccroche à la fois à des théories sur l'exclusion et sur la socialisation et qui prétend, dit de manière simple, que l'être (et le travail est incontestablement une composante de l'être) détermine la conscience qu'on a de soi-même et partant, pour exprimer les choses dans le langage économique, l'expression de ses préférences économiques, la manière de réagir aux incitations économiques, ses intérêts économi-

ques et son comportement économique. Une variante de la théorie sur les différences hommes – femmes traite des liens avec la symbolique et le corps. De quelle manière l'économie et la politique économique influencent-ils la conscience et le psychisme (par exemple à travers la société de consommation et de biens et services) et de quelle manière le corps est-il aussi influencé par des fantasmes qui lui donnent un aspect masculin ou féminin qui lui donne accès au plaisir ou au déplaisir ? Dans ce contexte bien particulier, il est incontournable de parler d'argent, de cet argent dont les hommes disposent beaucoup plus que les femmes et qui est la clé par excellence de souhaits illimités, de fantasmes réalisables et de projections.

19. Quelle est pour les hommes et les femmes la signification de cette asymétrie du pouvoir et de la contrainte concernant la possibilité de disposer de l'argent sous l'angle du rapport qui les lie dans la société ? Et quelle peut être l'influence exercée sur les relations entre les genres, par une économie de l'argent qui ne cesse de s'étendre sur toujours plus de secteurs de la vie courante des êtres humains ?
20. En tant qu'économiste qui s'occupe depuis longtemps du facteur financier, je m'intéresse toujours davantage à la question de savoir quel est exactement dans notre culture la nature et l'essence du degré de dépendance entre d'une part l'attrait du profit, la course à l'argent, le discours rationnel de l'économie, les prises de risques énormes sur les marchés financiers et d'autre part les comportements et l'identification sexuelle des femmes et des hommes. Le secteur financier est le lieu de production d'une hégémonie masculine contemporaine qui prend toujours plus d'importance dans la société. D'un point de vue féministe, les notions économiques centrales d'«intérêts économiques», de «comportement rationnel», de «confiance», de «risque» sont des vocables obscurs qui ne nous disent pas grand-chose.
21. Jouer en bourse, c'est jouer avec l'avenir et chaque investissement est un pari sur le futur. Seulement voilà : dans quel avenir et pour quel avenir, dans quelles perspectives de société et dans quel modèle de relations hommes-femmes investit-t-on (ou du moins croit-t-on investir) ? Et qui décide ?
22. Il y a un manque cruel d'analyses systématiques qui traiteraient des effets de la domination économique du système financier international sur les relations hommes-femmes et qui disséqueraient les implications qui en résultent pour l'ensemble de la société. Dans ce même contexte, il s'agirait peut-être une fois d'analyser comment l'on est passé d'un nationalisme suisse paternaliste et vieillot (la notion opaque d'«intérêt national») au patriotisme de place financière que nous connaissons aujourd'hui – ce mélange subtil de secret bancaire, d'Ospel, de Blocher, de PDC et de «*t-shirts cool*» rouges à croix blanche.

© Mascha Madörin février 2005